

THE TORONTO STAR



Traduction RT 02 08 2008

## Ottawa lié aux lobbyistes du téléphone mobile

Le gouvernement et ses liaisons avec le business soulèvent des questions sur qui influence Ottawa sur la sécurité des téléphones mobiles et comment.

[Linda Diebel](#)

JOURNALISTE SPECIALISÉ EN AFFAIRES NATIONALES

Deux officiels de haut rang du gouvernement impliqués dans la détermination des normes de sécurité pour l'utilisation des téléphones cellulaires siègent au Comité de la santé d'un puissant groupe qui fait du lobbying auprès du gouvernement fédéral au nom de l'industrie des télécommunications.

Un porte parole de 'Industry Canada' qui avec Health Canada (Santé Canada) en est le représentant au (CWTA) Canadian Wireless Telecommunications Association (puissante Association canadienne des télécommunications du sans fil) dit que les officiels des autorités gouvernementales sont là pour agir comme liaison.

Mais de telles liaisons, couplées avec la puissance de l'industrie des télécommunications dont les profits d'opération ont atteint \$ 1 milliards (de dollars canadiens) au Canada pour la première fois en 2006, soulèvent des questions concernant qui influence Ottawa au sujet de la sureté des téléphones cellulaires et comment.



COLIN O'CONNOR/TORONTO STAR FILE PHOTO

Le jury est connu au sujet du problème de la sécurité des téléphones cellulaires. Le long débat tenu se réfléchit dans les déclarations récentes des deux et des agences de santé et de différents gouvernements.

Au début de juillet, l'autorité de la Santé Publique de Toronto recommandait aux parents de limiter l'utilisation du téléphone cellulaire par leurs enfants. Alors qu'il y a peu de recherche sur l'impact sur la santé des enfants et des adolescents, le rapport cite deux études de 2007 montrant une association entre les utilisateurs adultes des téléphones cellulaires pour plus de dix ans et deux formes de tumeurs du cerveau.

Le Premier ministre de l'Ontario, **Dalton Mc Guinty** est d'accord pour que les enfants soient limités dans leur utilisation de leur téléphone cellulaire jusqu'à ce que la recherche puisse établir leur sureté.

Aussi en juillet, le spécialiste américain du cancer, le Dr **Robert B. Herberman** conseilla à son personnel de limiter son temps au téléphone cellulaire.

Mais 'Santé Canada' réitère sa position, diffusée sur son site Web en 2006, disant qu'il n'y a pas de preuve qui suggère des inquiétudes pour les utilisateurs de téléphones cellulaires.

**Robert Bradley**, directeur du bureau de protection des consommateurs à 'Santé Canada' et de protection contre les radiations cliniques et membre du Comité de santé à la CWTA dit que son équipe n'a rien trouvé dans leur propre recherche ou dans le travail scientifique de leur pairs qui indique que les téléphones cellulaires soient dangereux. Le groupe de Bradley fournit une recherche utilisée dans les publications des normes par 'Industry Canada'

« Je suis à l'aise et très confiant avec l'avis que nous fournissons aux régulateurs » a-t-il dit dans une interview à Ottawa. »

Le groupe de 150 membres de la CWTA est un des groupes de lobby les plus influents à Ottawa avec le poids lourd de 'Research in Motion'(RIM) aux états majors canadiens de Sony, Nokia, Sanyo, Motorola et Samsung. Il partage la position de 'Santé Canada' sur les problèmes de sureté des téléphones cellulaires.

**Marc Choma**, directeur de communication à la CWTA dit qu'il n'y a pas de preuve que les téléphones cellulaires soient dangereux. Questionné au sujet du rapport de 'Toronto Public Health' (Santé publique de Toronto), il a dit : « Nous devons être clairs avec les gens, ces mesures d'approche de précaution n'utilisent pas de nouvelles preuves qu'il y a un risque...et elles sont un peu alarmistes par nature. »

Il a dit que le rapport de 'Toronto Public Health' fut examiné de près par le comité de la santé à la CWTA, connu comme le conseil sur la santé, coiffé par deux officiels fédéraux.

**Le Dr David Mc Keown**, chef médical pour la santé à Toronto qui supervisa l'étude ne veut pas commenter la position de 'Santé Canada' ou de la CWTA. Cependant, il insiste : « En ce qui concerne notre rapport, nous n'avons pas impliqué les représentants de l'industrie dans nos revues des preuves. Nous avons choisi de regarder aux preuves scientifiques et avons revu les preuves d'autres ... nous poussons les gens à être prudents ».

**Jean-Claude Brien**, directeur d'Industry Canada's EMG (electromagnetic Compatibility) à la branche d'analyse et de consultation est aussi un membre du 'Comité de la CWTA Santé'

**Bradley** a dit : « Un de mes intérêts en étant au 'Comité de santé de la CWTA' est d'essayer d'avoir une idée de où la direction de l'industrie veut aller en termes de leurs produits ».

**Duff Conacher**, coordinateur de l'Agence chien de garde de Democracy Watch dit : « de telles liaisons constituent un conflit d'intérêt qui favorise l'industrie par rapport aux inquiétudes des contribuables ordinaires. »

« Qui se préoccupe des intérêts des Canadiens ? », demande **Conacher**. « C'est comme si l'arbitre était aussi l'entraîneur d'une des deux équipes ».

**Conacher** allègue la déclaration du Treasure Board's Statement of Public Service and Ethics (Déclaration du Comité du Trésor du Service Public et de l'Ethique) comme raison pour laquelle les officiels devraient s'asseoir dans les comités de l'industrie.

Afin d'éviter même l'apparence de conflits d'intérêts, les règles du Comité au Trésor dit que les employés « ne devraient pas sortir de leur rôle officiel pour assister les entités privées ou les personnes dans leur négociations avec le gouvernement où cela résulterait à un traitement préférentiel aux entités de personnes. »

« Laissons la CWTA faire ses soumissions comme tout un chacun », dit **Conacher**. « Lorsque vous siégez comme membre dans un comité d'association de l'industrie, vous sortez de votre rôle d'officiel »

Interrogé au sujet d'un conflit potentiel, **Bradley** répliqua par email : « J'assiste aux réunions du Conseil de Santé dans un esprit qualité de liaison uniquement. Je n'ai pas d'influence sur l'agenda et ne participe à aucune capacité de prise de décision avec le groupe... »

« La question de conflit d'intérêt potentiel fut revue avant que je donne mon accord pour participer. Ma participation fut approuvée à ce moment-là. »

Au nom de **Brien**, un porte-parole envoya un email : « 'Industry Canada' (IC) participe au Comité Santé de la CWTA en tant qu'observateur et de liaison pour le gouvernement seulement. Une telle participation de IC est dans la ligne de celle des participations du département dans tout autre association de l'industrie pour ce qui concerne les radio communications au Canada ».

Une requête pour une interview avec le Ministre de la santé, M. **Tony Clement** fut déclinée.

La CWTA est, par la loi, requise de soumettre ses rapports sur ses activités de lobby – disant à quels ministères et agences elle s'adresse, les méthodes employées et les régulations spécifiques ou autres problèmes impliqués.

Déjà en mars 1997, les soumissions de la CWTA, remplies tous les six mois, enregistraient le Canada comme étant un département fédéral sous leur lobby (aussi bien que Industry Canada) et notaient que le sujet est 'la santé'.

Cependant, elles ne donnaient pas d'indice sur la nature spécifique du lobby.

La loi sur les lobbies (groupe de pression) fixe les amendes, y compris les termes (durées) à la prison, pour « quiconque qui en connaissance de cause fait de fausses ou trompeuses déclarations dans tout relevé(rapport) ou document soumis. »

Une personne, porte parole de commission sur le lobby, a dit qu'aucun commentaire ne peut être fait sur aucune soumission.

**Conacher** soutient que les rapports sont la seule façon que le public a pour contrôler ce que les lobbyistes font.

La CWTA dit que son prochain classeur (fichier) sera soumis le 15 août.

**Choma** dit que son organisation est inquiète au sujet de l'utilisation du téléphone cellulaire et que pour cette raison elle a payé 1 million de dollars canadiens pour la part canadienne à une étude Interphone en cours avec la participation de 13 pays participants pour examiner la relation – s'il y en a – entre les téléphones cellulaires et quatre tumeurs à la tête et au cou.

Il a dit qu'une partie de cet argent va aussi au président de l'évaluation du risque pour la population à l'université du Centre Mc Laughlin, Le président, le **Dr Daniel Krewski**, conduit la branche canadienne de l'étude Interphone et exécute des recherches sur le téléphone cellulaire au centre.

**Conacher** relève la théorie 'science de l'influence' qui dit que la meilleure façon d'influencer les gens c'est de leur donner quelque chose, spécialement de l'argent.

Mais **Choma** dit que l'influence de la CWTA s'arrête lorsque l'argent a été donné, ajoutant : « Si vous ne financez pas la recherche, la question est pourquoi ne la financez-vous pas. »

Le **Dr Krewski** se hérisse à la suggestion d'un conflit d'intérêt dans la branche canadienne de l'étude Interphone ou à l'université à cause du financement venant de la CWTA. « C'est de cette façon que la science marche », a-t-il dit.

« Du moment que vous mentionnez la CWTA, les gens commencent à supposer qu'ils annoncent les buts(les coups) et que cela n'est pas vrai. Nous avons le mur anti feu le plus resserré que vous pouvez imaginer. »

## Commentaires modérés (extraits)

### Ceci explique cela !

Maintenant je comprend pourquoi Santé Canada a une norme qui permet aux Canadiens d'être exposés aux irradiations des téléphones cellulaires et des antennes relais à des niveaux 1000 fois plus élevés que celui de nombreux autres pays, même de la Chine!

Les lobbyistes doivent bien payer.

Submitted by Sleat at 5:00 PM Saturday, August 02 2008

### Gouvernement lobbyistes

Il devrait être illégal pour un fonctionnaire gouvernemental d'être lobbyiste. Cette condition d'emploi pour un employé du gouvernement devrait donner à une résiliation immédiate, sans

aucune rémunération en espèces ou de prestations. Pas étonnant que ces entreprises s'en sortent mieux que la majorité des citoyens lorsque le gouvernement permet à ce type de dérives. Je me demande quel type de rémunération ces groupes de pression d'entreprises commerciales fournissent aux membres du gouvernement, et comment ils ont leurs entrées, sur quel nom ?. Cela pue à des cieux, mais je suis sûr que ce n'est pas l'odeur qui gêne nos propres élus officiels.

Submitted by Boyd at 2:11 PM Saturday, August 02 2008

### Scandale ou la corruption?

On dirait qu'un autre «scandale» se prépare. Ou tout simplement "la corruption", comme le reste du monde l'appelle.

Submitted by starcomment at 12:56 PM Saturday, August 02 2008

### Être sur une pente savonneuse

Hmmm, je vois. L'industrie du tabac a clamé pendant des années que non seulement il n'est pas dangereux mais il a été bénéfique de fumer pour notre santé.

L'industrie chimique prétend actuellement que les milliers de substances chimiques toxiques, qui sont créées dans ses usines n'ont absolument aucun effet négatif sur notre santé (les cancers et de nombreuses autres maladies ont d'autres causes !).

Les compagnies pharmaceutiques ont clamé pendant des années leurs produits ne peuvent pas provoquer de fausses couches, de malformations etc... (rappelez-vous la thalidomide, etc...). Maintenant, c'est l'industrie des télécommunications mobiles qui veut nous faire croire que les téléphones mobiles sont totalement sûrs.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, le même gouvernement qui nous avons élu pour nous protéger semble être au lit avec l'industrie.

Est-ce que quelqu'un n'a pas légitimement quelque chose à dire ce sujet.

Submitted by fisherman at 11:00 AM Saturday, August 02 2008



[CLICK](#)



[CLIQUER](#)